

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Revolution-dans-la-revolution-au-Venezuela>

Révolution dans la révolution au Venezuela

- Les Cousins - Venezuela -

Date de mise en ligne : mercredi 1er juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Stuart Piper

Inprecor mai-juin 2005.

Aujourd'hui, la lutte politique qui se déploie au Venezuela est devenue, pour la gauche et pour le mouvement altermondialiste, le point de référence le plus important dans le monde actuel. L'accueil réservé à Hugo Chavez lors de la dernière journée du Ve Forum social mondial à Porto Alegre en janvier qui contrastait avec celui du Brésilien Lula lors de l'ouverture en fut en soi un signe clair. Au moment où l'immense mouvement contre la guerre en Irak rencontre des difficultés à engranger des succès politiques et alors que l'expérience des autres gouvernements de gauche en Amérique latine est une source de déceptions quand ce n'est pas de pure trahison, la révolution bolivarienne du Venezuela semble indiquer qu'il y réellement une alternative.

La majorité d'entre nous, au sein de la gauche, avons mis du temps à comprendre ce qui était en cours. Il est donc d'autant plus important de commencer à étudier et à débattre maintenant du processus vénézuélien.

D'abord, pour pouvoir mieux contribuer au développement du mouvement international de solidarité dont les vénézuéliens ont tellement besoin et qu'ils méritent.

Ensuite, pour commencer à comprendre et à apprendre de ce processus politique complexe et très original.

Une phase nouvelle

Le moment est bien choisi. Les victoires électorales décisives de l'an dernier ont ouvert une nouvelle phase. La majorité de 60 % en faveur de Chavez, lors du référendum visant à le destituer le 15 août 2004, a renversé les rôles et privé de légitimité ceux qui voulaient l'écarter. Après les défaites subies lors de la tentative de coup d'État d'avril 2002 et du blocage de l'industrie pétrolière en 2002-2003 les deux résultant de la spectaculaire et massive mobilisation populaire l'opposition intérieure a vu sa dernière carte constitutionnelle se retourner contre elle.

Depuis, cette opposition est dans un état de désorientation profonde. Abandonnant l'attaque frontale, des secteurs de la bourgeoisie vénézuélienne en pleine débandade tentent aujourd'hui de trouver des arrangements, qui leur permettraient de continuer à faire de l'argent, avec des secteurs de la machine gouvernementale. Leurs mentors de Washington se sont trouvés dans le désarroi et ne savent pas comment ils doivent jouer le prochain coup. Leur défaite a été encore consolidée lorsque les défenseurs de Chavez ont gagné le contrôle de l'immense majorité des exécutifs régionaux et municipaux lors des élections en octobre 2004.

Bien sûr, les menaces, intérieures et internationales, n'ont pas disparu. Mais leur retraite temporaire ouvre un espace. Chavez et ses collaborateurs les plus proches ont commencé à parler de « nouvelle phase », de « saut en avant », de « révolution dans la révolution ». En novembre, ils ont rencontré tous les nouveaux maires et gouverneurs pour commencer à mettre en place une « nouvelle carte stratégique ». Chavez lui-même a commencé à parler de plus en plus non seulement contre le « néolibéralisme » mais contre le capitalisme. Au début de cette année il a commencé à parler de la nécessité de réinventer les solutions socialistes pour le XXI^e siècle. Finalement, en avril, il a dit explicitement : « Je suis socialiste » et « Le socialisme, c'est vers là que nous nous dirigeons ».

Parallèlement, la sympathie envers la révolution bolivarienne à l'étranger a commencé à croître rapidement, en particulier en Amérique latine. De plus en plus d'entre nous, qui observions de loin, ont commencé à se rendre compte que quelque chose était en train de se passer et qu'il fallait le prendre très au sérieux. Évidemment, nous devons prendre le temps pour suivre et étudier ce qui se passe. Nous devons éviter les conclusions prématurées.

Mais nous pouvons commencer à identifier certaines des caractéristiques principales de ce processus.

Les forces de la révolution bolivarienne

Au risque de simplifier à outrance, on peut dire que le processus vénézuélien a fait la preuve de disposer de trois grandes forces et de deux grandes faiblesses.

- **1. La mobilisation.** La première force c'est l'énorme capacité de mobilisation de la population vénézuélienne et la capacité dont elle a fait preuve de relever les défis qu'on lui impose. Cette capacité a pris des formes diverses au cours des années passées, à commencer par le Caracazo en 1989, lorsque des dizaines de milliers de pauvres venant des bidonvilles ou « ranchos » de Caracas ont pris les rues au cours d'une insurrection spontanée contre un paquet de mesures d'ajustement du FMI. Un nombre toujours inconnu, probablement plusieurs milliers, a été assassiné lors de la répression qui a suivi. Beaucoup de « chavistes », et Hugo Chavez lui-même, voient dans le Caracazo le début de leur révolution. La connexion peut être plus symbolique que réelle, mais les événements de février 1989 ont démontré la capacité de la population du Venezuela, surtout des urbains pauvres, à agir pour son propre compte, contre des forces supérieures, et cela sans qu'apparaissent clairement des structures organisées ou des dirigeants.

Cette capacité a été démontrée à plusieurs reprises au cours des six dernières années de la révolution bolivarienne, mais maintenant clairement en défense de son dirigeant incontesté, Hugo Chavez. L'exemple le plus important et le plus spectaculaire en fut, sans nulle doute, le soulèvement des 11-13 avril 2002, qui a arrêté le coup d'État organisé depuis Washington et a permis à Chavez de revenir de manière triomphale dans le palais présidentiel de Miraflores, seulement 48 heures après qu'il ait été forcé de le quitter.

Cette capacité de mobilisation s'est exprimée également lors des scrutins huit ou neuf fois au cours des dernières six années et demie. Cela signifie que, sans qu'aucune preuve convainquante de fraude n'ait pu être présentée, Chavez, habituellement décrit par la presse internationale comme « autoritaire », « gauchiste », « incendiaire », « ancien parachutiste » et « conspirateur », a conquis un record de victoire électorale inégalé par un quelconque politicien bourgeois du monde. Le référendum révocatoire de l'année dernière a été l'expression la plus intense de ce type de mobilisation. Des dizaines de milliers de personnes ont participé aux unités de lutte électorale (UBE) et aux patrouilles, qui ont joué un rôle central dans la relégitimation du processus révolutionnaire. Dans ce processus ils ont simplement supplanté la campagne terne et fractionnelle initiée par les partis politiques soutenant Chavez, regroupés dans le Commando Ayacucho.

Dans les deux cas, cependant, ces mobilisations ont été surtout défensives, démontrant qu'une majorité de la population vénézuélienne est prête à lutter, dans les rues si nécessaire, pour défendre ce qu'elle considère comme son gouvernement, son chef, sa révolution.

Les formes plus offensives de la mobilisation lorsque des secteurs populaires sont entrés dans l'action non seulement pour défendre ce qu'ils avaient, mais pour créer ce qu'ils voulaient ont été moins évidentes et plus limitées, mais peut-être plus importantes pour le long terme. On peut en mentionner plusieurs : le lancement des comités de la terre, des comités de santé et les conseils de l'eau créés par des communautés urbaines des bidonvilles pour soutenir et même « gérer » certains programmes sociaux gouvernementaux (ou « missions » comme ils sont appelés) ; les tentatives (souvent frustrées par les fonctionnaires locaux pro-Chavez) de mettre sur pied des Conseil de planification locaux ou communaux dans le but d'élaborer et de mettre en application les budgets locaux et les plans d'investissement ; la création de plus de 40.000 coopératives, urbaines et rurales, de toutes sortes (et la majorité d'entre elles sont plus à l'état de projet que de réalisation), en réponse à l'appel gouvernemental pour le développement endogène (c'est-à-dire intégré, autosuffisant) ; les tentatives, naissantes et encore fragiles, de contrôle ouvrier dans quelques usines et entreprises.

L'exemple le plus ambitieux de ces dernières fut la tentative de certains ouvriers de l'entreprise pétrolière de l'État, la PDVSA, de transformer la défense de la principale ressource économique du pays en un contrôle populaire ; cela se passa au cours du lock-out de l'industrie populaire en 2002-2003, par exemple dans la raffinerie de Puerto de la Cruz. Cet essai n'a cependant pas survécu à la résolution de cette crise. Cela rend légitime le débat au sujet du timing précis et des tactiques qui ont conduit aux mesures prises et donc au sujet de ce qu'est l'orientation économique réelle du Venezuela et de sa révolution bolivarienne. Mais des mesures symboliquement importantes ont suivi dans des secteurs moins sensibles, telle la papeterie Venepal en faillite, expropriée par le gouvernement au début de cette année et relancée, avec le nom d'Invepal sous contrôle ouvrier, ou encore la Compañía Nacional de Válvulas, plus petite, où les travailleurs font campagne pour une solution similaire. Et on observe des débuts de contrôle ouvrier ou de cogestion dans des entreprises beaucoup plus grandes, comme la compagnie étatique d'aluminium, Alcasa, bien que le caractère de ces tentatives et leur portée exacte n'apparaissent pas encore clairement.

- **2. L'évolution de Chavez.** La seconde grande force du processus politique en cours au Venezuela est la capacité dont Chavez et son équipe de collaborateurs les plus proches ont fait preuve en ce qui concerne l'évolution de leur direction. Beaucoup a déjà été écrit sur ce sujet. Bien plus reste encore à écrire. Ici nous nous limiterons à souligner qu'aussi bien sur le plan idéologique que sur celui de sa pratique, Hugo Chavez a été sérieusement sous-estimé, à la fois par ses opposants vénézuéliens et impérialistes, que par la plupart d'entre nous, à gauche. On peut dire que, jusqu'à un certain point, le gouvernement Chavez au Venezuela a fait ce que l'administration du Parti des travailleurs de Lula n'a jamais eu le courage ni l'intention de faire au Brésil, c'est-à-dire de se confronter à l'impérialisme et de commencer une réelle rupture avec les priorités néolibérales.

Bien sûr, il y a des aspects de populisme de gauche, de nationalisme militaire et de pur pragmatisme parallèlement avec beaucoup de rhétorique flamboyante. Mais rien de ceci ne peut effacer le sens tactique astucieux, l'énorme compétence pédagogique ou la conviction profonde, radicale, qui caractérisent de manière chaque jour plus évidente la direction Chavez. Cette conviction peut être résumée dans quatre principes de base :

- **Souveraineté** : le Venezuela et l'Amérique latine doivent retrouver le plein contrôle de leurs ressources, territoire et processus de prise de décisions ;
- **Démocratie participative** : la seule voie pour éradiquer la pauvreté c'est de donner le pouvoir aux pauvres ;
- **Nouvelle économie** : le nouveau modèle économique nécessaire ne peut être réalisé sous le capitalisme ;
- **Internationalisme** : il n'y a pas de solutions purement nationales.

Au cours des derniers mois de la « nouvelle phase » de la révolution bolivarienne cette combinaison a été exprimée dans les termes d'un engagement socialiste personnel, chaque fois plus explicite. C'est certainement agréable pour beaucoup d'entre nous. Il est difficile de se souvenir quand nous avons entendu pour la dernière fois le chef d'un État dire lors d'une grande réunion internationale que nous devons tirer des leçons du débat entre Staline et Trotsky et que, en ce qui le concerne, c'est à Trotsky qu'il donne raison.

Naturellement nous ne devons pas nous laisser emporter. Plus tard dans le même discours, Hugo Chavez est aussi susceptible de faire des éloges de Poutine, Chirac, Khadafi ou de l'ayatollah Khamenei, ou de venir à la rescousse de Lula, comme il l'a fait lorsque le gouvernement brésilien a été bruyamment dénoncé par la moitié des participants lors de la dernière session du Forum social mondial à Porto Alegre. Cela peut refléter un certain degré de diplomatie. Mais cela reflète également une nouvelle espèce de « campisme », qui divise le monde entre ceux qui sont pour et ceux qui sont supposés être « contre » (dans un sens ou dans un autre) la Maison-Blanche. Il y a aussi des

nombreuses contradictions entre ces principes radicaux et la réalité du terrain, comme nous le verrons plus bas.

Il n'en demeure pas moins que depuis la révolution cubaine, si ce n'est même avant, nous n'avons pu voir des dirigeants du processus révolutionnaire exprimer si explicitement leurs convictions socialistes en montrant nettement leur volonté de les mettre en pratique.

- ▶ **3. Le pétrole.** Il y a naturellement un autre facteur principal qui favorise le processus vénézuélien, un facteur qui n'a que peu de rapports avec la créativité politique de Chavez ou du peuple vénézuélien : le pétrole. Le Venezuela n'est pas seulement le cinquième plus grand producteur et le principal fournisseur de l'essence consommée sur la Côte Est des États-Unis. Il a été aussi calculé qu'il possède les plus grandes réserves du monde, si l'on y inclut le pétrole brut extra lourd de la faille de l'Orénoque. Dans le passé les compagnies pétrolières n'avaient pas classé ce dernier dans la catégorie des pétroles, mais l'ont considéré comme étant du bitume, c'est-à-dire une sorte de houille, afin de réduire leurs impôts. La technologie de raffinage moderne rend cependant aisée la transformation de ce brut extra lourd en carburant de qualité supérieure. La richesse pétrolière du Venezuela a produit des distorsions économiques et sociales très profondes dans ce pays. Mais, combinée avec les prix mondiaux élevés, cela donne un processus révolutionnaire jouissant d'une force économique sans précédent.

Et ses faiblesses

Cependant rien de tout cela n'a de sens si nous ne tentons pas de comprendre comment ces atouts de l'expérience vénézuélienne se combinent avec ses évidentes faiblesses ou, devrions-nous dire peut-être, les défis qu'ils doivent encore surmonter.

- ▶ **1. Pénurie d'organisation.** Probablement le plus sérieux d'entre eux est l'extrême faiblesse des mouvements sociaux et de partis politiques de gauche.

Le manque de mouvements sociaux peut sembler paradoxal dans un processus marqué à ce point par les mobilisations de masse. Mais il n'y a au Venezuela rien qu'on puisse comparer aux Mouvement sans terre (MST) brésilien, aux mouvements indigènes en Équateur ou en Bolivie, aux piqueteros argentins quelle que puisse être la crise organisationnelle ou de perspectives politiques que nombre de ces mouvements connaissent.

Les raisons de cette situation sont complexes. Un des éléments d'explication est peut-être le fait que lorsque des syndicats ou des mouvements sociaux ont existé au Venezuela, ils étaient pour une large part liés à l'Action démocratique (AD). C'était un parti politique profondément corrompu, se prétendant « social-démocrate », qui fut à l'avant-garde dans l'application des politiques néolibérales au Venezuela au cours des décennies 1980 et 1990, et qui est depuis au centre de l'opposition de la classe dominante à Chavez.

Mais quelles qu'en soient les causes, l'absence de mouvements sociaux forts et indépendants a au moins trois conséquences négatives. Premièrement, cela signifie que les formes d'organisation qui apparaissent au cours des phases de mobilisation successives tendent à être éphémères. Les Cercles boliviariens ont pour une large part disparu. Leurs énergies ont été partiellement réorientées vers les Missions et vers les comités de santé, de terre ou d'eau qui les ont accompagnés. Sur le terrain politique ils ont mené aux UBE et aux patrouilles de la campagne référendaire. Ces derniers à leur tour ont été encouragés à se transformer en Unités du combat endogène, en vue de soutenir les projets coopératifs intégrés de développement. Et, alors que les rapports avec les États-Unis deviennent de plus en plus tendus, on commence à encourager les communautés et les collectifs des travailleurs à mettre un peu de leur énergie dans la création de milices populaires locales.

Ces objectifs divers peuvent être tout à fait légitimes, mais l'instabilité des formes d'organisation rend très difficile le

développement de perspectives cohérentes ou de plates-formes de revendications unifiées dans différents secteurs.

Deuxièmement, ceci conduit à de sérieuses interrogations concernant l'autonomie de telles organisations de masses. L'absence de mouvements nationaux forts avec leurs demandes spécifiques tend à conduire vers une dépendance aiguë à l'égard des initiatives venant du centre, des secteurs de l'appareil d'État et souvent aussi de Chavez lui-même. Et c'est cette relation directe, absolument centrale, entre le leader et les masses qui a l'apparence du populisme, partiellement réelle du moins dans sa forme, mais pas dans son contenu.

La seule exception à ce phénomène qui en est à son stade tout à fait préliminaire c'est la nouvelle confédération syndicale, l'Union nationale des travailleurs (UNT), qui au cours des deux dernières années a jusqu'à un certain point réussi à remplir l'espace laissé vide par l'effondrement de l'ancienne bureaucratie « adeco » de la CTV (Centrale vénézuélienne de travailleurs) à la suite de son rôle honteux dans le coup d'État raté et dans le lock-out pétrolier de 2002.

Troisièmement, l'une des principales raisons qui font de l'UNT une exception, c'est que c'est le seul mouvement social au sein duquel existe un courant significatif de révolutionnaires organisés de manière autonome dans ses rangs et dans sa direction celui de l'Organisation de la gauche révolutionnaire (OIR). L'OIR est un regroupement, toujours en cours de formation, de révolutionnaires marxistes, dont beaucoup, mais pas tous, viennent de la tradition moreniste [\[1\]](#) du trotskisme.

Les principaux partis politiques qui soutiennent la révolution bolivarienne constituent certainement sa plus grande faiblesse. Les plus petits d'entre eux le PPT (Patrie pour tous), Podemos, le Parti communiste, l'UPV (Unité populaire vénézuélienne) peuvent lui fournir quelques cadres de valeur, mais en tant que partis politiques, en tant qu'organismes collectifs d'actions politiques et en tant que fournisseurs d'idées politiques, ils sont complètement inefficaces. Le plus grand parti chaviste, le MVR (Mouvement de la Vème République), n'est pas vraiment un parti politique. Il n'a jamais tenu de congrès, il n'a pas de vie interne dont on puisse dire quelque chose, et il n'a pas de profil politique ou idéologique défini. C'est plus un amalgame de groupes, de clans et d'intérêts, dont nombreux sont authentiques mais d'autres simplement électoraux ou opportunistes.

Chavez et son équipe se rendent certainement compte de ces limites. Mais il est loin d'être clair comment ils pourraient reconstruire un véritable parti militant si l'on tient compte des matériaux à leur disposition. Et s'ils le faisaient, leur capacité à y incorporer des voix « critiques constructives » comme celles de l'OIR, prendrait une importance décisive.

► **2. L'État.** Toutes ces difficultés interagissent avec et sont partiellement le reflet de l'autre grand problème, ou défi, auquel est confrontée la révolution bolivarienne : sa relation avec l'État. Car ce que nous voyons au Venezuela c'est le paradoxe d'une révolution, ou plutôt d'un processus révolutionnaire, qui n'a pas encore été capable de faire une rupture décisive avec l'appareil de l'État bourgeois.

Il y a eu des ruptures et des réorganisations partielles. L'élection même de Chavez en 1998 a fait perdre à l'élite traditionnelle vénézuélienne la majorité des postes de direction dont elle avait si longtemps tiré profit en dirigeant l'État comme s'il était son fief privatif. En 2000 l'élaboration d'une nouvelle Constitution par une Assemblée constituante a permis de réécrire de manière importante les règles du jeu. Le soulèvement populaire qui a défait le coup d'État d'avril 2002, accompagné de la révolte des jeunes officiers et des soldats, a cassé la colonne vertébrale de la résistance visible au sein de l'appareil d'État, surtout au niveau supérieur des forces armées.

Mais il n'y a aucun doute à ce sujet, une opposition souterraine subsiste dans des secteurs des forces armées, de la police et de la justice. Les incidents récents, tel l'assassinat du procureur public Danilo Andreson ou le kidnapping du

dirigeant de la guérilla colombienne Rodrigo Granda par des militaire vénézuéliens travaillant pour la Colombie et l'apparente paralysie des tentatives de les livrer à la justice, indiquent que les choses sont loin de fonctionner sans à-coups comme le voudrait le gouvernement.

Mais le problème réel est beaucoup plus fondamental : la révolution bolivarienne essaye de réaliser son programme de transformation radicale alors que toute la machine administrative, législative et judiciaire de l'ancien appareil d'État bourgeois est en place ainsi que la majeure partie de son personnel. A proprement parler, il n'y a pas eu de révolution ce n'est qu'un processus révolutionnaire, toujours prisonnier de l'État bourgeois.

Il serait erroné d'y voir là une faillite politique. Chavez et son équipe se rendent parfaitement compte du problème. La préoccupation centrale de leur « nouvelle carte stratégique » est de tracer la voie pour construire une nouvelle économie et un nouvel État, partiellement à l'intérieur des institutions existantes et partiellement en les contournant.

Qu'ils aient raison ou tort, ils pensent que tenant compte du rapport des forces à la fois international et dans leur région, il serait suicidaire de faire une rupture explicite avec le cadre qui est perçu comme incarnant la « légalité », comme ne manquerait pas d'être immédiatement interprétée une attaque frontale contre la propriété privée.

Il s'agit là, bien sûr, d'un dilemme qui ne se limite pas au seul Venezuela. Peut-on trouver les mécanismes d'organisation des masses et de participation populaire qui seraient capables de générer de nouvelles légitimités pour des institutions d'un genre nouveau. Et sur ce terrain le Venezuela est en position d'ouvrir la voie pour nous tous.

**** Stuart Piper** est le correspondant au Venezuela de la revue Socialist Outlook publiée par l'International socialist group (ISG, section britannique de la IVe Internationale). Traduit de l'anglais par J.M.*

Post-scriptum :

Notes :

[1] Terme fondé à partir du pseudonyme du trotskiste argentin dit Nahuel Moreno, fondateur du Parti socialiste des travailleurs (PST) et du Mouvement pour le socialisme (MAS) en Argentine ainsi que de la « fraction bolchevique » au sein de la IVe Internationale, qui s'en est séparée en 1979 du fait des divergences sur l'appréciation de la révolution sandiniste au Nicaragua. Après la mort de Moreno, le MAS argentin et le courant international qu'il avait construit (présent surtout en Amérique latine) ont éclaté en plusieurs morceaux, dont les évolutions furent différentes.